

## Le budget de l'Insee touche le fond

La direction de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) s'entête en dépit du bon sens. Elle maintient son projet de création d'un pôle statistique à Metz de 625 personnes. Le coût de ce projet est estimé à 200 millions d'euros soit trois années de fonctionnement de l'Insee. Ce projet est incompatible avec la situation budgétaire de l'Institut. Les missions de l'Insee étaient déjà en danger avant même l'annonce du gel des dépenses publiques sur les trois années à venir. Les crédits de fonctionnement ont été amputés de 25% en 2010 ce qui l'amène à économiser au minimum 18 millions d'euros en 2010 sur les 74 millions dépensés en 2009.

Début 2010, un premier plan de réduction des dépenses a entériné la diminution du nombre des publications. Il a aussi porté atteinte à la production statistique:

- ▶ En réduisant les déplacements des enquêteurs auprès des entreprises.
- ▶ En diminuant les frais de saisie du pôle des statistiques industrielles.
- ▶ En abandonnant les envois postaux avec accusé de réception en cas de non-réponse.
- ▶ En allégeant certaines opérations liées au recensement.
- ▶ Et en allégeant le protocole de certaines enquêtes, notamment les enquêtes régulières de statistique sociale. Selon l'aveu même de la direction, cette décision implique une "diminution des actions de préparation et de contrôle"; Elle s'interroge d'ailleurs sur les moyens d'en "limiter les conséquences néfastes au niveau de la qualité finale" "

Autant de mesures qui ont des conséquences sur la qualité des travaux de l'Insee. D'ores et déjà des courriers de relance ont été bloqués faute de timbres ou postés en courrier lent. Ceci entraîne une dégradation des taux de réponse alors que la direction proclame haut et fort que : "les relances restent le moyen le plus efficace "pour réussir une enquête. La qualité des estimations des taux de chômage ou des indices des loyers pourrait en pâtir en 2010. Aucune amélioration du budget de l'Insee n'étant annoncée, d'autres opérations pourraient être touchées.

Les syndicats nationaux CGT, CFDT, CGT-Fo et Sud de l'Insee demandent donc publiquement au directeur général de l'Insee de prendre acte de la forte restriction budgétaire qui touche l'Institut et d'en tirer toutes les conséquences en renonçant à son projet de délocalisation à Metz et débloquer rapidement les moyens nécessaires pour produire et mettre à disposition les statistiques et études nécessaires au débat démocratique.

Paris le 11 mai 2010